

passé : « produire d'abord », gouvernement P.C.F.-P.S.-C.G.T. et jusques et y compris, pour certains, la fraternisation (un déporté expliquait à une cinquantaine d'ouvriers que les mineurs de la Ruhr avaient raison).

Cette grève, malgré le compromis revendicatif, représente un grand succès car la conscience des ouvriers s'est élevée, car le stalinisme s'est démasqué sur une large échelle. Ce fait, à mettre en parallèle avec le mouvement du labour de février (échec de la généralisation, mais majorité à la liste du F.O. du Livre), constitue la plus vivante confirmation de l'évolution de la conscience de classe à travers les luttes, quelles qu'en soient les conclusions sur le plan revendicatif.

3. L'importance politique de la grève Renault tient également dans ce que 30.000 métallos en grève ont mis à bas le gouvernement alors que les émeutes du pain et celles des petits commerçants ne troublent pas, pour l'instant, la stabilité gouvernementale. Cela mesure bien le poids spécifique du prolétariat métallurgiste par rapport aux couches les plus arriérées de la classe, ou aux couches de la petite bourgeoisie.

4. La crise du régime qu'a mise à nu la grève Renault secoue tous les secteurs et toutes les classes de la population. Une nette distinction est à opérer entre les mouvements du pain et les mouvements antidirigistes.

En général, tous les mouvements du pain (Nevers, Sarlat, Lyon, Millau) sont des mouvements de protestation de nature ouvrière, et entraînent de larges masses de ménagères et d'ouvriers qui débrayent contre l'incapacité de l'appareil d'Etat bourgeois d'assurer un ravitaillement élémentaire aux travailleurs.

Les mouvements antidirigistes ont une nature plus complexe. D'une part, ils constituent une protestation des milieux de petits commerçants contre la surexploitation « dirigiste » du grand capital financier. D'autre part, étant donnée la politique traîtresse des partis ouvriers, et la faiblesse du parti révolutionnaire, ils peuvent constituer ultérieurement une base de masse pour un regroupement fasciste. Mais ce qu'il faut nettement et précisément indiquer, c'est qu'à l'époque présente il n'existe pas de pôle de regroupement fasciste suffisamment fort. Il n'est que de lire la presse réactionnaire (« Figaro », « Monde », « le M.R.P. », etc.) pour voir que les milieux dirigeants de la grande bourgeoisie condamnent les « émeutes » des petits commerçants, et font confiance à l'Etat bourgeois pour le rétablissement de l'ordre et du calme nécessaire. De plus, il serait faux de croire que la petite bourgeoisie a fait son choix : tout au contraire, un large mouvement de la classe ouvrière recentrerait à gauche la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les oscillations de la petite bourgeoisie seront déterminées, en dernière analyse, par la capacité de la classe ouvrière à déborder les organisations traîtres et à engager des luttes de grande envergure.

5) De toutes façons le Parti ne peut actionner que dans le sens d'une prise de conscience par la classe ouvrière de ses tâches. Le P.C.I. condamne tout autant le dirigisme de Philip, que la « liberté » de l'Aurore. Aux maux qui accablent les masses populaires, il oppose un contrôle ouvrier sur les prix, seule possibilité de comprimer les prix industriels, une organisation populaire de la distribution, du ravitaillement, sur la base de groupements d'achats, de coopératives de consommation, supprimant les intermédiaires et les commerces de gros. Dans le développement de la lutte des masses, ces mots d'ordre apparaîtront comme une nécessité criante. Dès maintenant, une propagande inlassable autour de ces mots d'ordre et, sur-

tout, autour du contrôle et l'organisation populaire sur le ravitaillement, permettront aux ouvriers en lutte de les faire leurs.

6. Ainsi, dans la crise révolutionnaire ouverte, le régime bourgeois dévoile à nu son impuissance. Toutes les couches sociales mettent l'autorité de l'Etat en échec. Ramadier s'est ridiculisé avec son ordre de réquisition pour les minotiers en grève qui, malgré les pneumatiques recommandés, n'en ont pas moins continué à faire grève. Aujourd'hui, parler d'une épreuve de force entre le gouvernement et les travailleurs du gaz et de l'électricité serait faux. Tout au plus assisterons-nous à une épreuve d'intimidation entre Ramadier et les sommets bureaucratiques de la Fédération de l'éclairage.

Tous les problèmes, toutes les luttes posent celui, capital, du gouvernement.

Notre position sur la question gouvernementale doit être exposée clairement à la classe ouvrière.

a) la sortie des ministres stalinien n'est pas le fait de la volonté délibérée de la bourgeoisie. Ils n'ont pas été « chassés » du gouvernement par la bourgeoisie mais par la pression ouvrière. Leur sortie a pour but de continuer leur politique de collaboration de classe dans les meilleures conditions, face aux luttes ouvrières, de mieux enchaîner la classe ouvrière à la discipline du capital ;

b) le parti socialiste apparaît nettement avec Ramadier comme le gérant responsable des intérêts capitalistes, prêt, s'il en avait la force, à employer l'appareil de répression contre les revendications ouvrières. Nous devons dénoncer la responsabilité commune dans cette politique de l'ensemble des dirigeants sociaux-démocrates, en particulier de la « gauche » de Guy Mollet, couverture rose du groupe parlementaire, et la gauche de la gauche dont la divergence se résume à un désaccord sur la façon « d'occuper » le pouvoir bourgeois ;

c) notre formulation du mot d'ordre transitoire du gouvernement ouvrier et paysan doit tenir compte de l'expérience de la grève Renault et du rôle qu'y ont joué les partis traîtres.

Le contenu de ce mot d'ordre reste :

— Gouvernement imposé par l'action ouvrière pour réaliser un programme de mesures anticapitalistes et de défense des intérêts ouvriers.

— Gouvernement transitoire qui n'a rien de commun avec la formule populaire désignant la dictature du prolétariat.

— Ce gouvernement ne peut-être constitué pour toute une période, en raison des rapports de force internes de la classe ouvrière, que par le P.C.-P.S.-C.G.T.

Mais pour la période immédiatement consécutive à l'expérience Renault, l'accent doit être mis sur la dénonciation des directions traîtres incluse dans ce mot d'ordre.

Nous ne devons nullement nous adresser aux dirigeants staliniens en leur demandant de faire « la preuve qu'ils sont de vrais communistes », ce qui ne peut avoir comme effet que de jeter de la confusion sur le rôle de briseurs de grèves et de traîtres des dirigeants staliniens.

Nous nous adressons à la classe ouvrière pour lui démontrer : « la preuve de la trahison des staliniens et des réformistes, c'est qu'ils refusent de former un gouvernement P.C.-P.S. et de la C.G.T., sans ministres capitalistes, pour appliquer un programme pour le peuple ».

LA CRISE DU P. C. I., par P. FRANK

Le présent article a été rédigé d'après les notes qui ont servi pour mes rapports à l'assemblée générale de la région parisienne du 27 avril et au Comité central des 25 et 26 mai.

La crise grave du parti ne date pas d'hier. Elle s'est manifestée sous l'ancienne direction. Le parti sortant de l'illégalité n'a pas su trouver exactement la mesure de ses possibilités. Avec l'idée d'un rapide développement du parti, tous ont subi la pression de l'opportunisme. Cela s'est manifesté sous l'ancienne direction, non sur l'analyse générale de la situation, mais, par suite d'une élaboration politique insuffisante, sur un certain

nombre de problèmes. Mais ce qui était des fautes épisodiques a été transformé par la nouvelle direction en une ligne bien déterminée. L'opportunisme est la règle avec, comme conséquence dans ce pays où la classe ouvrière est dans sa grande majorité derrière le parti stalinien, une adaptation au stalinisme, une capitulation devant lui.